

Alain Knaff
19, rue Jean l'Aveugle
L-1148 Luxembourg
Tél. 22 35 41

Luxembourg, le 24 octobre 2019

Gestionnaire du Luxembourg Business Register
Luxembourg office
14, rue Érasme
L-1468 Luxembourg

Objet : Respect des données à caractère personnel de vos usagers.

Monsieur,

Récemment, voulant remplir les formalités imposées aux associations, je me suis connecté à votre site, et j'ai été surpris par le manque d'égards avec laquelle vous manipulez les données à caractère personnel de vos visiteurs.

En effet, vous incorporez dans vos pages de nombreux éléments sous contrôle d'opérateur (Google, Adobe) dans un pays tiers (en l'occurrence les États-Unis), qui a ainsi accès à l'adresse IP de l'utilisateur, et à d'autres éléments via Javascript (éléments qui permettent de *fingerprinter*, donc d'identifier et donc de suivre un browser).

Il s'agit notamment :

- d'une vidéo incluse dans la page https://www.lbr.lu/mjracs-rbe/jsp/webapp/static/mjracs/en/mjracs-rbe/asbl_fondation.html?FROM_MENU=true&pageTitle=menu.item.geninfoasblfondation¤tMenuLabel=menu.item.geninfoasblfondation hébergée chez le service Youtube de la société Google
- d'autres composants actifs appelés depuis <https://www.lbr.lu/mjracs-rbe/jsp/css/v2/rebeco.css> (entre autres) et hébergés chez fonts.googleapis.com et fonts.gstatic.com
- un javascript appelé depuis toutes vos pages hébergée chez <https://assets.adobedtm.com/bb...c3.js>

Aucun de ces 3 éléments n'est signalé dans vos conditions générales (chapitre 9).

Sauriez-vous nous fournir, conformément à l'article 13 paragraphe 1 alinéa f du *Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des*

données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, (ci-après “RGPD”), les informations suivantes :

- si une décision d’adéquation a été rendue par la Commission concernant les États-Unis et les sociétés Google et Adobe
- une description des (ou référence aux) garanties appropriées que vous avez prévues pour assurer le respect de nos droits lors du transfert de nos informations aux sociétés Google et Adobe
- si vous prévoyez enlever les éléments problématiques de votre site (par exemple, en hébergeant votre vidéo sur votre propre site), et avertir les autres utilisateur des risques qu’ils ont encourus

Considérant le paragraphe 43 du préambule du RGPD, nous sommes choqués de la présence des éléments sus-cités sur le site d’une institution qui n’hésite pas de proférer des menaces de sanctions pour attirer les usagers vers son site (cf. votre lettre du 4 septembre 2019).

De plus, considérant l’article 49 du RGPD, nous attirons votre attention sur le fait que :

- nous ne consentons nullement au transfert de nos données identifiables personnellement vers des pays tiers
- nous n’avons pas été informé par votre site au sujet de ces transferts vers des pays tiers et de risques encourus. La présence de ces transferts n’a été découvert que par les avertissements du browser
- vos personnels du help desk nient ces transferts, prétendant que les traitements mises en œuvre par votre site se déroulent exclusivement sur la plateforme du CTIE
- nous voyons mal en quoi ces dispositifs seraient nécessaires à l’accomplissement de votre tâche légitime, à savoir la gestion du registre.
- les transferts semblent avoir lieu à chaque visite à votre site (répétitivement), et ceci pour chaque personne qui le visite.

Qui plus est, en essayant de soumettre le formulaire une fois renseigné, nous nous sommes heurtés à de multiples dysfonctionnements dans votre site et dans vos procédures, qui nous ont coûté inutilement du temps.

Dans l’attente d’explications et en vous remerciant de l’attention portée à mes questions, je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, ma considération distinguée.

Alain KNAFF
Secrétaire LiLux a.s.b.l.